

Analyse du budget du Québec 2010-2011

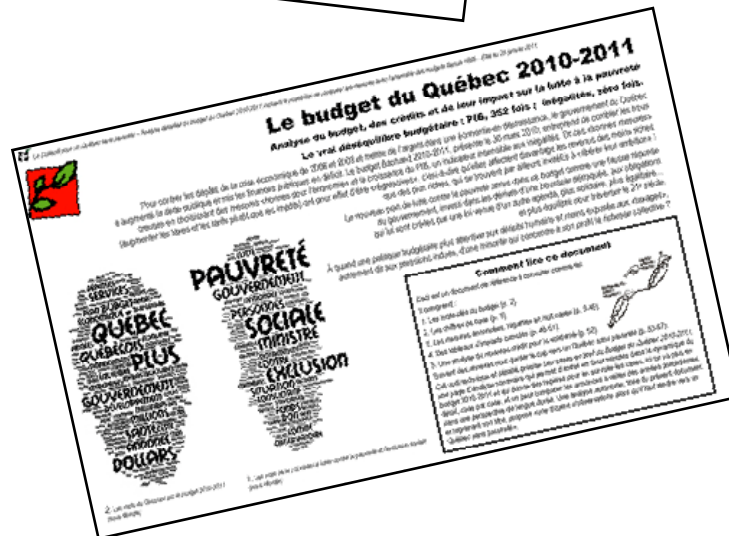


**Présentation aux membres du Collectif
3 février 2011**

Dix observations et une analyse détaillée



Le budget du Québec 2010-2011
Une dizaine d'observations
alors qu'il faut « tendre vers un Québec sans pauvreté »



Le budget du Québec 2010-2011
Analyse du budget, des crédits
et de leur impact sur la lutte à la pauvreté

Les points saillants (p. 18)

Les mesures annoncées

Des reculs...

- La **contribution santé** à partir de 2011 (de 25 \$ à 200 \$ en 2012)
- Annonce de l'implantation d'un **ticket modérateur en santé** (abandonné par la suite)
- **Hausse** annoncée **des frais de scolarité** à partir de 2012
- **Hausses de la TVQ** de 1 % en 2011 et en 2012
- **Hausse des tarifs d'électricité** à partir de 2014
- Annonce d'une **indexation** et d'une **hausse de tous les tarifs gouvernementaux**
- **Réduction de 10 % des budgets de tous les ministères**

... et des miettes

- Le **crédit d'impôt** remboursable **pour la solidarité** pour les ménages dits « moins nantis »
- Le **deuxième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

100

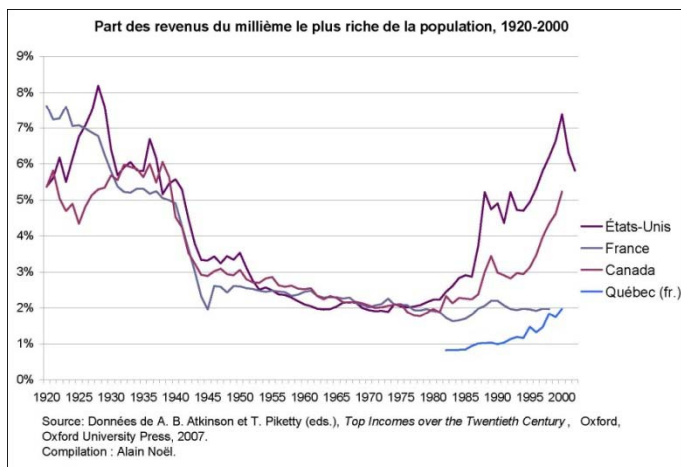


Pourquoi s'intéresser au budget?

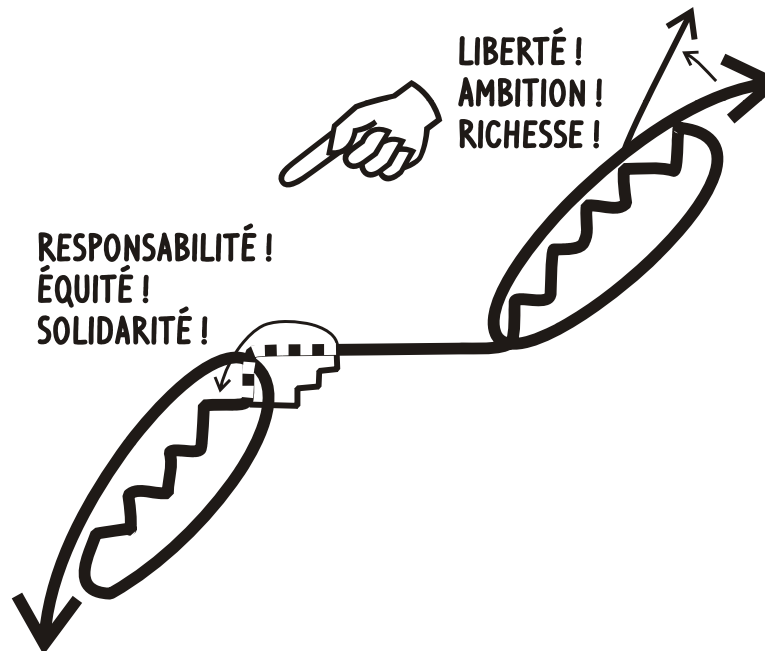
Fréquence de quelques mots clés dans l'ensemble des documents du budget 2010-2011 accessibles sous forme de PDF *		
	Budget 2009-2010	Budget 2010-2011
PIB	232	352
Contribution	175	379
Solidarité	48	152
Pauvreté	11	54
Richesse	21	50
Ambition	1	39
Inégalités	0	0
* Ne comprend pas les documents du Budget de dépenses (les « crédits »)		

- Le budget ne mentionne aucune fois la question des **inégalités**. Il est centré sur la croissance, le **PIB**, et ne tient pas compte des écarts grandissants

Drôle de contexte, drôle de budget



La statistique en « U » de Atkinson et Picketty
La part du millième le plus riche



Le budget 2010-2011 en une image
Un palier qui s'effrite

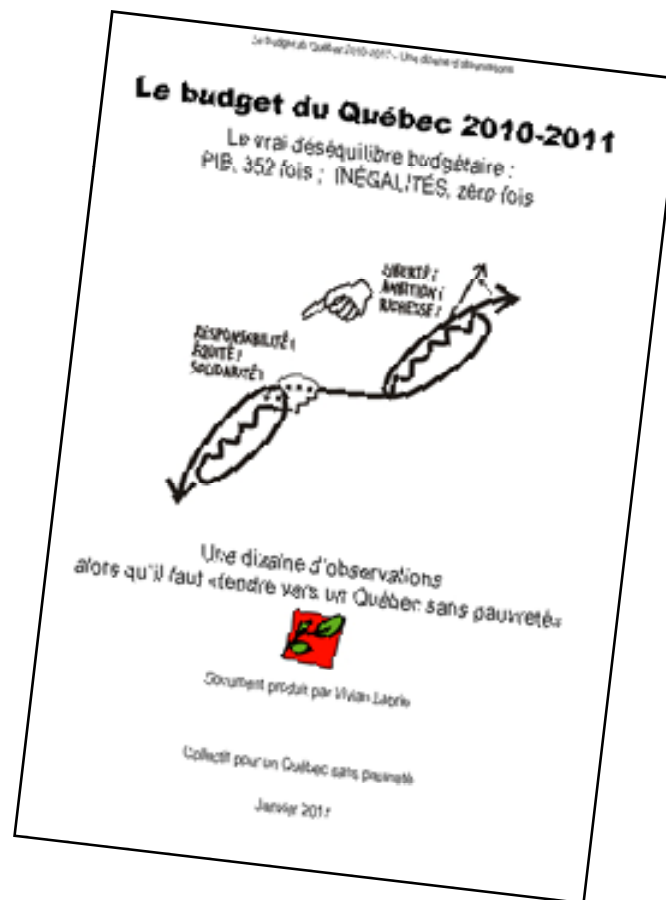
**Bref,
pourquoi faut-il s'intéresser au budget?
(pp. 5 et 6)**

- Parce l'argent mis quelque part **ne va pas ailleurs**
- Parce que le **budget public** peut être un puissant **outil** pour **générer plus d'égalité** dans la société

Une dizaine d'observations

alors qu'il faut

« tendre vers un Québec sans pauvreté »



1ère observation (pp. 8-9)

La dé-solidarité fiscale

- La vraie solidarité fiscale : chacunE donne selon ses moyens et reçoit selon ses besoins
- Tous les budgets depuis 1998 (sauf en 2004) ont fait l'inverse au profit des riches et des entreprises
- Le dernier budget (inspiré de la crise) accentue cette désolidarisation fiscale

2^e observation (p. 9)

Qui fait un effort pour le déficit?

- L'effort supposé de 62 % par l'État, c'est trompeur, car les revenus de l'État, ça vient en fait à 100 % des gens
- La « vraie question », c'est : à qui demande-t-on d'abord de faire un effort?
 - ✓ Aux personnes en situation de pauvreté
 - ✓ À la marge inférieure de la classe moyenne

3^e observation (p. 9)

Le déséquilibre budgétaire

- Même si on protège un peu les revenus des plus pauvres, leur déficit humain perdure
- Les travailleurEs pauvres sont durement touchéEs par les hausses de taxes et de tarifs
- Ayant de plus faibles revenus, les femmes sont collectivement plus touchées que les hommes
- On libère l'ambition des riches par la dé-solidarité fiscale et par le soutien qu'ils ont eu pendant la crise

4^e observation (pp. 9-10)

La bonne, la mauvaise et la sale dette

- D'un côté, on construit une route qui est une bonne dette (même si elle est parfois « sale »)
- De l'autre, on justifie les coupures en disant que c'est pour éviter la mauvaise dette (c'est mauvais quand c'est pour le monde?)
- Cette « bonne » dette sert de surcroît à financer des emplois typiquement masculins

5^e observation (p. 10)

Des prévisions imprévisibles

- Il faudrait être prudent dans nos dépenses parce qu'un déficit de 4,5 milliards \$ est prévu pour 2010
- En réalité, les erreurs dans les prévisions sont monnaie courante (de plusieurs centaines de millions \$)
- En parallèle, l'argent « neuf » pour le deuxième plan d'action s'élèverait en réalité à 11,4 millions \$ en 2010

6^e observation (pp. 10-11)

D'un milliard à l'autre

- On ne fait pas toujours les liens entre les budgets; on peut même taire des milliards \$ quand ça fait notre affaire
- Un bel exemple, c'est le milliard qu'on veut aller chercher pour pallier la croissance des coûts de santé
- Toutefois, on ne parle pas du milliard qu'on a accordé aux médecins de 2004 à 2010

7^e observation (p. 11)

C'est quoi une bonne mesure?

- Une bonne mesure, ce serait une mesure qui est bonne pour l'économie, donc pour le PIB
- Ça introduit une contradiction, car les mesures bonnes pour l'égalité entre les personnes sont souvent mauvaises pour le PIB
- Cela conduit à se demander : l'économie est au service de qui? De quoi?

8^e observation (pp. 11-12)

Oui à la MPC, pour la bonne raison

- La mesure du panier de consommation (MPC) n'est pas un indicateur de sortie de pauvreté, mais de couverture des besoins de base
- Donc, le nombre de personnes, familles, ménages vivant de la pauvreté est plus élevé que les taux indiqués par la MPC. Il y a plus de personnes qui couvrent leurs besoins de base qu'avant, mais elles ne sont pas sorties de la pauvreté pour autant.

9^e observation (pp. 12-13)

Pour aller un peu plus loin

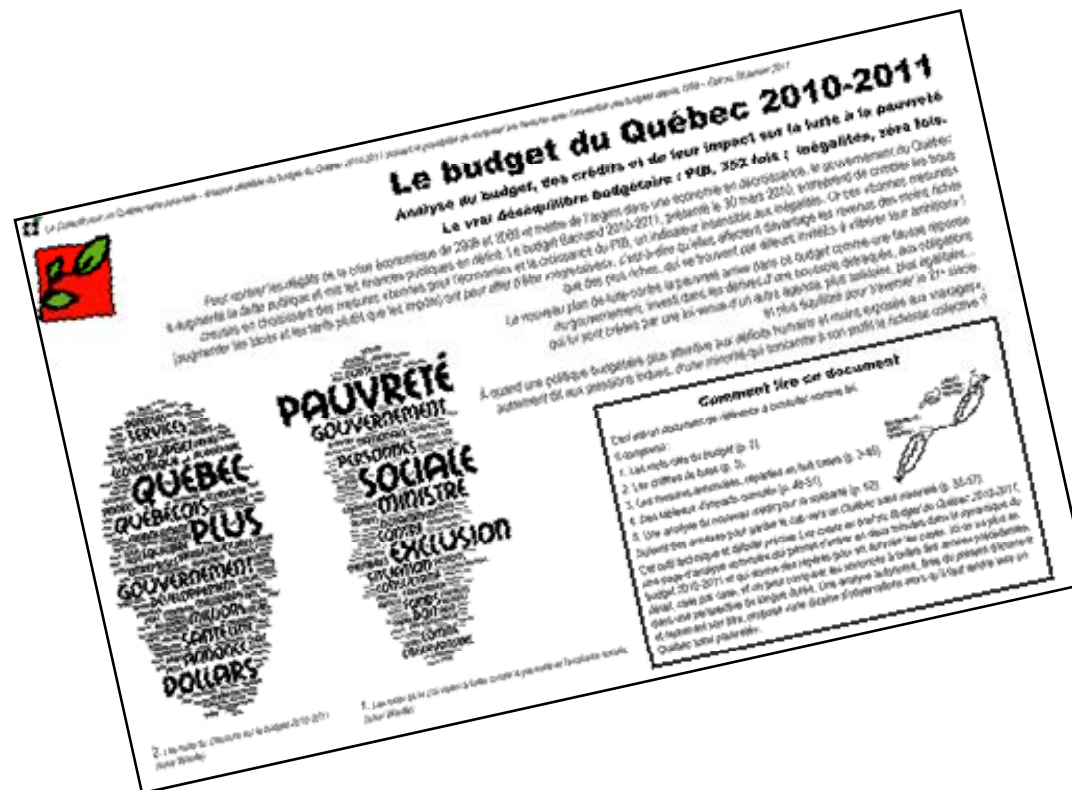
- Le crédit d'impôt pour la solidarité (fusion de trois mesures) a été mis en place pour de mauvaises raisons (pallier les hausses de tarifs à venir) et le montant accordé est insuffisant
- Toutefois, il est à surveiller, car il pourrait potentiellement servir à hausser les revenus au bas de l'échelle, sans préjugé

10^e observation (pp. 13-14)

Quand on vole la vie

- Le budget ne parle pas des conditions de vie déplorables des personnes en situation de pauvreté, on ne comptabilise pas la souffrance des gens
- Cette souffrance a un coût : l'espérance de vie des personnes et leur potentiel sont attaqués de plein fouet
- Si ce déficit humain était considéré dans le budget, on pourrait calculer le coût de l'inaction gouvernementale

Analyse du budget, des crédits et de leur impact sur la lutte à la pauvreté



Annexe 1 (p. 53)

Les nouveaux investissements du deuxième plan d'action

- Si on enlève les montants reliés à la reconduction des mesures du premier plan et ceux pour compenser la hausse de la TVQ, les nouveaux investissements s'avèrent minimales : 302 millions de \$ par année

Annexe 1 (p. 53)

L'aide sociale et le premier plan d'action

- Le premier plan d'action gouvernemental (2004 à 2010) a eu un impact financier négatif sur les conditions à l'aide sociale
- En effet, quand on fait le ménage, que l'on considère les mesures d'indexation normales, les investissements réels et les modifications au règlement, on constate que le programme d'aide sociale est moins « généreux » de 125 millions \$

Annexe 1 (pp. 53 à 56)

Un suivi des mesures nécessaires

A) Suivi des mesures immédiates préconisées par le Collectif en même temps que la proposition de loi

B) Suivi de l'application de la *Loi 112*

C) Suivi des revendications de MISSION COLLECTIVE

- Ces tableaux de suivi seront très utiles pour le bilan des douze années de lutte à la pauvreté

Conclusion

À quand le mot « inégalités » dans le budget du Québec?

- Notre conception de l'économie doit changer. Il faut que le gouvernement dépasse le PIB et s'intéresse aux conditions de vie et aux écarts entre les personnes
- Dans le deuxième plan d'action, le gouvernement reconnaît explicitement ses obligations relatives au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).